



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le mardi 25 juillet 2006**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

### **Enquête sur les arts de la scène, 2004**

2

Le soutien des arts de la scène par le public est demeuré fort en 2004, tant au guichet que sous la forme de subventions et de dons de différentes sources des secteurs public et privé.

Assurance-emploi, mai 2006

7

Chargements ferroviaires, mai 2006

9

Base de données et modèle de simulation de politiques sociales, version 14.1

9

---

## **Nouveaux produits**

---

11



## Communiqués

### Enquête sur les arts de la scène

2004

Le soutien des arts de la scène par le public au Canada est demeuré fort en 2004, tant au guichet que sous la forme de subventions et de dons de différentes sources des secteurs public et privé.

Dans l'ensemble, les recettes générées par les spectacles sur scène représentaient près de la moitié (49 %) des recettes totales générées par les compagnies d'arts de la scène à but lucratif et sans but lucratif en 2004. Ce pourcentage est le même que celui observé en 2001.

Les octrois, les subventions et les dons de différentes sources des secteurs public et privé constituaient 27 % des recettes totales, en baisse légère par rapport aux 28 % enregistrés trois ans plus tôt.

Les recettes totales générées par les deux secteurs ont dépassé 1,2 milliard de dollars en 2004, d'après les estimations, en hausse de 4,2 % par rapport à 2003 et de 25,5 % par rapport à 2001. Les compagnies à but lucratif ont généré un peu plus de la moitié du total.

Le théâtre, l'industrie prédominante, représentait 28 % des recettes totales, suivi des formations musicales (incluant les orchestres et les groupes rock, entre autres), qui représentaient 25 %. Les 47 % qui restent se subdivisaient entre la catégorie comédie musicale, notamment l'opéra et les troupes de danse, et la catégorie «divers», qui comprend les spectacles de cirques et de patinage artistique.

#### Répartition des revenus pour le secteur des arts de la scène selon la source, (portion sondée seulement), Canada, 2004

Type d'établissement	Revenus tirés des représentations	Secteur public	Secteur privé	Autres revenus	Revenus d'exploitation
en pourcentage					
À but lucratif	57	2	1	40	100
À but non lucratif	42	29	21	8	100

Les industries des arts de la scène au pays ont déclaré des bénéfices avant impôt de 49,2 millions de dollars en 2004, soit plus du double des 21,0 millions de dollars enregistrés trois ans auparavant. Leur marge bénéficiaire est passée de 2,2 % en 2001 à 4,1 % en 2004.

À moins d'indications contraires, les données analysées dans le reste du présent communiqué

#### Note aux lecteurs

Les données de 2004 du présent communiqué ne doivent pas être comparées aux données déjà publiées sur cette industrie parce que des changements importants ont été apportés à l'Enquête sur les arts de la scène. On peut toutefois dégager les grandes tendances puisque le communiqué comprend des données pour 2001 et 2003 calculées à l'aide de la méthodologie utilisée pour 2004.

La nouvelle Enquête sur les arts de la scène permet de recueillir des données sur les compagnies d'arts de la scène à but lucratif et sans but lucratif au Canada. Les données sont recueillies à l'aide d'un échantillon représentatif d'environ 95 % des recettes totales générées par les établissements d'arts de la scène. L'enquête comprend également un ensemble limité de données financières provenant de sources administratives pour des institutions dont les recettes combinées constituent les 5 % qui restent des recettes totales de l'industrie.

Pour la collecte des données, on se sert du Registre des entreprises, soit la base de données centrale de Statistique Canada sur les entreprises ayant été classées à l'aide du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. Cette classification axée sur l'industrie se démarque de la classification en fonction des activités utilisée auparavant par le Programme de la statistique culturelle. Parallèlement, le champ d'activité des industries classées dans la présente enquête s'est élargi.

Les arts de la scène comprennent les spectacles de théâtre, les comédies musicales, les diners-théâtre, les opéras, les spectacles de danse, les formations musicales (notamment les orchestres, les ensembles de musique de chambre et les groupes de musique populaire), les artistes musicaux indépendants, et autres, comme les représentations de cirque et les spectacles de magie et de patinage artistique.

Les recettes gagnées comprennent les recettes tirées des représentations, telles que la vente des billets à demeure, les recettes générées par les tournées, les recettes garanties, les recettes provenant des médias, les revenus tirés des redevances, les recettes publicitaires, et le revenu provenant d'autres activités comme la vente de produits, la vente d'aliments et de boissons ainsi que la location d'installations.

Parmi les autres sources de recettes se trouvent les subventions du gouvernement, les dons d'entreprise et les commandites, les fondations, les événements spéciaux et les dons des particuliers.

À moins d'indication contraire, les recettes sont exprimées en dollars courants.

portent sur les établissements visés par l'enquête dont les recettes combinées représentent environ 95 % des recettes totales générées par l'industrie. L'analyse porte sur un peu moins de 1 000 compagnies d'arts de la scène à but lucratif et sur près de 500 compagnies d'arts d'interprétation sans but lucratif.

L'importance relative des sources de recettes variait énormément entre les secteurs à but lucratif et sans but lucratif.

Pour les compagnies à but lucratif, pratiquement toutes les recettes d'exploitation provenaient des recettes gagnées. Pour chaque tranche de 100 \$ de recettes, 57 \$ provenaient de la vente des billets et 40 \$, d'autres sources, telles que la vente de marchandises, les redevances et les locations. Toutefois, seulement 2 \$ provenaient de subventions du gouvernement, et 1 \$, des dons du secteur privé.

En revanche, les recettes gagnées par les compagnies sans but lucratif étaient beaucoup plus faibles. Pour chaque tranche de 100 \$ de recettes, la vente des billets en a généré 42 \$, et la vente de marchandises, les redevances et les locations en ajoutait 8 \$. Cependant les administrations publiques en ont versé 29 \$, et le secteur privé a fait don des 21 \$ qui restent.

Les dépenses de loin les plus élevées pour les compagnies d'arts de la scène à but lucratif et sans but lucratif étaient les dépenses relatives au personnel. En 2004, les paiements versés aux artistes de la scène et aux artistes créateurs ainsi qu'à tous les autres membres du personnel représentaient 48 % des frais d'exploitation. Parallèlement, les bénévoles étaient également des intervenants clés dans la mesure où ils contribuent à soutenir la vigueur des arts de la scène sans but lucratif au Canada. Près de 41 % de l'effectif des compagnies auprès desquelles l'enquête a été menée était constitué de bénévoles.

### **Les 20 principales compagnies ont généré près de la moitié de toutes les recettes**

En 2004, les 20 principales troupes d'arts de la scène (à but lucratif et sans but lucratif) ont déclaré des recettes de 554,1 millions de dollars, ce qui représentaient 46 % des recettes totales de l'industrie.

Ces établissements ont enregistré une marge bénéficiaire de 1,6 %. La vente de leurs billets a généré 262,9 millions de dollars, soit 47 % de leurs recettes totales.

Les autres recettes gagnées, comme la vente de marchandises, représentaient 38 % des recettes totales, et les subventions du secteur public et du secteur privé représentaient 6 % et 8 % respectivement.

En 2004, ces compagnies disposaient d'un personnel rémunéré de 7 724 personnes dont les traitements, les salaires et les avantages sociaux représentaient 46 % du total de leurs dépenses.

### **Le secteur sans but lucratif affiche un déficit**

Ce secteur, qui compte environ 500 établissements sans but lucratif, a enregistré des recettes estimées

à 575,6 millions de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à 2003. Les produits des spectacles, qui étaient à l'origine de 42 % de ces recettes, ont progressé à peu près au même rythme.

Ces compagnies ont produit 43 730 spectacles au pays et à l'étranger en 2004, attirant environ 14,2 millions de spectateurs.

Bien que les recettes aient progressé de 6,4 %, l'augmentation des dépenses a été plus élevée, ce qui s'est traduit en une marge bénéficiaire avant impôts négative (-1,2 %). Toutes les disciplines au sein de ce secteur ont accusé des déficits en 2004. Ces pertes ont effacé le léger surplus enregistré l'année précédente, mais elles sont néanmoins demeurées inférieures au déficit de 7,5 millions de dollars observé en 2001.

### **Augmentation des subventions des secteurs public et privé accordées aux compagnies sans but lucratif**

En pourcentage, les octrois, les subventions et les dons des secteurs public et privé représentaient ensemble 49 % des recettes d'exploitation des compagnies sans but lucratif en 2004.

Au total, les octrois, les subventions et les dons ont progressé de 5,5 % par rapport à 2003. Les contributions versées par le secteur public ont augmenté de 7,2 %, soit plus du double du taux de croissance de 3,2 % pour les dons faits par le secteur privé.

Les administrations publiques provinciales étaient les principaux bailleurs de fonds des compagnies sans but lucratif en 2004. Elles représentaient 75 millions de dollars en recettes, soit 46 % du soutien total du secteur public.

Les parts relatives des subventions provinciales et fédérales variaient d'une province à l'autre. Les subventions provinciales étaient les plus élevées au Québec : 26 % des recettes d'exploitation totales provenaient de l'administration publique de cette province, soit deux fois la moyenne nationale, qui est de 13 %.

Par contre, seulement 7 % des recettes d'exploitation des compagnies de la Colombie-Britannique provenaient de subventions provinciales.

### **Le théâtre est l'industrie la plus importante du secteur sans but lucratif**

Les théâtres constituent le segment le plus important au sein du secteur sans but lucratif, attirant plus de la moitié du nombre total de spectateurs. Ils ont généré des recettes de 277,9 millions de dollars, en hausse de 6,3 % par rapport à 2003. Cela équivalait à 48 % des recettes totales des compagnies sans but lucratif auprès desquelles l'enquête a été menée.

La croissance de 4,6 % des recettes générées par les spectacles sur scène, dont le nombre a augmenté de 3,1 %, explique en partie cette croissance. Plus des trois quarts de tous les spectacles ont été présentés «à demeure», et le reste, en tournée ou sur d'autres scènes.

Les spectacles de musique par des compagnies sans but lucratif, qui constituent le deuxième segment en importance, se composent essentiellement de spectacles donnés par des orchestres, mais comprennent également ceux d'autres formations musicales, comme les groupes de musique de chambre et les chorales.

Ces établissements ont généré des recettes de 134,7 millions de dollars, en baisse de 1,7 % par rapport à 2003. Bien que les dépenses aient également diminué (-2,2 %), les compagnies ont déclaré dans l'ensemble un déficit de 1,8 million de dollars en 2004.

Ce montant est nettement inférieur aux pertes subies en 2003 (-2,5 millions de dollars) et en 2001 (-4,7 millions de dollars). Les marges bénéficiaires ont donc augmenté, ayant passées d'une perte de 3,8 % en 2001 à une perte de 1,3 % en 2004.

#### Provinces : l'Ontario est le principal protagoniste

La plus grande part des revenus des compagnies d'arts de la scène à but non lucratif provenait de l'Ontario (42 %), suivi du Québec (27 %).

Les établissements visés par l'enquête en Ontario tiraient la majeure partie de leurs recettes de spectacles sur scène et d'autres revenus (55,8 %) et comptaient moins sur les subventions des secteurs public et privé (44 %) que les établissements d'autres provinces. De toutes les provinces, c'est l'Ontario qui détenait la plus grande part de l'auditoire, soit 36 % des 14,2 millions de spectateurs environ qui ont assisté à des spectacles sur scène en 2004.

Ces établissements ont également enregistré le plus grand nombre de spectacles, soit près de 13 400, ainsi que les recettes d'exploitation les plus élevées. Malgré cela, les compagnies de l'Ontario ont accusé le déficit d'exploitation le plus considérable, estimé à 6,9 millions de dollars, soit une marge bénéficiaire négative de 2,9 %. C'est l'Ontario qui a le plus contribué au déficit national de 5,7 millions de dollars.

En revanche, l'Alberta a réalisé la marge bénéficiaire la plus élevée, soit près de 2,3 %. Les recettes générées par les spectacles et autres revenus représentaient près de 49 % des recettes d'exploitation des établissements d'arts d'interprétation dans cette province. Les subventions des secteurs public et privé représentaient les 51 % qui restent des recettes d'exploitation totales.

#### Secteur à but lucratif : les marges bénéficiaires augmentent

En 2004, les recettes totales des établissements visés par l'enquête dans le secteur des établissements à but lucratif atteignaient 552,3 millions de dollars, en hausse de 2,0 % par rapport à l'année précédente. La vente des billets de spectacle représentait plus de la moitié de ces recettes.

Les établissements à but lucratif ont généré des profits avant impôt de 44,6 millions de dollars en 2004, ce qui correspond à une marge bénéficiaire de 8,1 %, en hausse par rapport à 6,5 % en 2003 et à 4,9 % en 2001.

Près de la moitié (48 %) des recettes générées par leurs spectacles provenaient des tournées, suivi ensuite de la vente de billets au guichet pour les spectacles à demeure (34 %).

Bien que le théâtre représente la composante la plus importante du secteur sans but lucratif (en fonction des recettes), il est la plus petite des composantes du secteur à but lucratif, étant à l'origine de 5 % du total des recettes. Les groupes multidisciplinaires et les autres groupes d'arts de la scène, notamment les cirques et les troupes donnant des spectacles de variétés, de patinage artistique et de magie, représentaient le groupe le plus important du secteur à but lucratif. Ce dernier groupe a généré 42 % des recettes totales du secteur à but lucratif.

#### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3108.

On peut consulter gratuitement en ligne certaines données détaillées de l'Enquête de 2004 sur les industries de services : arts d'interprétation dans la publication *Arts d'interprétation : tableaux de données* (87F0003XIF, gratuite), accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*. Ces tableaux comprennent une ventilation des données selon la province et l'industrie. Les chercheurs peuvent obtenir des totalisations spéciales contre recouvrement des coûts.

Pour obtenir plus de renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 800 307-3382 ([culture@statcan.ca](mailto:culture@statcan.ca)). Pour obtenir plus de renseignements au sujet de l'enquête ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marie Lavallée-Farah au (613) 951-1571 ou avec Joan Farnworth au (613) 951-6303, Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696.

□

**Statistiques financières sélectionnées pour le secteur des arts de la scène, données de 2004 et données rétropolées de 2003 et de 2001**

	Données rétropolées de 2001 <sup>1</sup>	Données rétropolées de 2003 <sup>1</sup>	2004
en milliers de dollars			
<b>Estimations pour l'industrie</b>			
<b>Revenu total</b>			
Tous	966 964	1 164 592	1 213 325
À but lucratif	476 752	617 572	629 622
À but non lucratif	487 449	548 482	583 703
<b>Dépenses totales</b>			
Tous	945 934	1 118 157	1 164 107
À but lucratif	448 746	571 410	573 051
À but non lucratif	495 486	548 859	591 055
<b>Bénéfices avant impôts</b>			
Tous	21 030	46 435	49 218
À but lucratif	28 006	46 163	56 570
À but non lucratif	-8 037	-378	-7 352
en pourcentage			
<b>Marge bénéficiaire avant impôts<sup>2</sup></b>			
Tous	2,17	3,99	4,06
À but lucratif	5,87	7,47	8,98
À but non lucratif	-1,65	-0,07	-1,26
<b>Portion sondée seulement</b>			
en milliers de dollars			
<b>Revenu total</b>			
Tous	898 864	1 082 574	1 127 874
À but lucratif	418 209	541 738	552 307
À but non lucratif	480 654	540 836	575 567
<b>Revenus tirés des représentations</b>			
Tous	441 234	532 567	557 301
À but lucratif	235 435	302 647	313 518
À but non lucratif	205 799	229 920	243 783
<b>Secteur privé</b>			
Tous	104 370	121 411	125 219
À but lucratif	4 350	5 793	5 928
À but non lucratif	100 020	115 619	119 291
<b>Secteur public</b>			
Tous	146 950	163 776	175 421
À but lucratif	7 709	10 339	10 897
À but non lucratif	139 242	153 436	164 524
<b>Autres revenus</b>			
Tous	206 310	264 820	269 933
À but lucratif	170 715	222 959	221 964
À but non lucratif	35 593	41 861	47 969
<b>Dépenses totales</b>			
Tous	885 782	1 047 053	1 090 080
À but lucratif	397 609	506 295	507 750
À but non lucratif	488 172	540 758	582 330
<b>Bénéfices avant impôts</b>			
Tous	13 082	35 521	37 794
À but lucratif	20 600	35 443	44 558
À but non lucratif	-7 518	78	-6 764
en pourcentage			
<b>Marge bénéficiaire avant impôts<sup>2</sup></b>			
Tous	1,46	3,28	3,35
À but lucratif	4,93	6,54	8,07
À but non lucratif	-1,56	0,01	-1,18
en milliers de dollars			
<b>Coûts liés au personnel</b>			
Tous	422 677	497 192	522 322
À but lucratif	149 125	194 857	200 882
À but non lucratif	273 552	302 336	321 440

1. Les données rétropolées ont été créées afin de pouvoir comparer les données de 2003 et de 2001 à celles de 2004. Cette démarche est nécessaire en raison des changements importants apportés à l'enquête y compris l'utilisation d'une nouvelle base de sondage, une nouvelle définition de l'industrie des arts de la scène et l'utilisation d'une enquête par sondage.

2. La marge bénéficiaire est calculée comme suit : le revenu total moins les dépenses totales, le tout exprimé en pourcentage du revenu total.

**Sources des revenus d'exploitation, selon la province ou le territoire (portion sondée des établissements à but non lucratif)**

	Revenus d'exploitation	Revenus tirés des représentations en milliers de dollars	Secteur public	Secteur privé	Autres revenus
Terre-Neuve-et-Labrador	3 848	1 446	1 293	813	296
Île-du-Prince-Édouard	x	x	x	x	x
Nouvelle-Écosse	9 395	4 390	2 542	1 647	815
Nouveau-Brunswick	4 436	1 449	1 771	887	330
Québec	154 021	59 921	65 995	20 032	8 072
Ontario	241 429	116 347	50 018	56 657	18 408
Manitoba	24 201	7 982	8 778	4 630	2 811
Saskatchewan	8 104	2 847	2 775	1 800	682
Alberta	66 924	22 880	15 332	19 113	9 599
Colombie-Britannique	60 310	26 294	15 687	13 565	4 763
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	..	..	..	..	..
Nunavut	..	..	..	..	..
<b>Canada</b>	<b>573 394</b>	<b>243 783</b>	<b>164 524</b>	<b>119 291</b>	<b>45 796</b>

x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique  
 .. indisponible pour une période de référence précise



---

## Assurance-emploi

Mai 2006 (données provisoires)

En mai, le nombre estimatif, ajusté pour la saisonnalité, de Canadiens ayant reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi était de 483 480, en baisse de 1,6 % par rapport à avril. Il s'agit de la quatrième baisse mensuelle consécutive et de la huitième diminution au cours des neuf derniers mois.

À l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan, toutes les provinces ont affiché des baisses en mai. Les plus importantes baisses mensuelles ont été observées au Manitoba (-3,1 %) et en Ontario (-2,5 %). L'Alberta et la Colombie-Britannique ont enregistré des reculs au cours des neufs derniers mois.

Les prestations ordinaires versées en mai ont totalisé 606 millions de dollars, tandis que le nombre de demandes initiales et renouvelées s'établissait à 220 650.

**Nota :** Les données du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'effet de changements apportés à

la *Loi sur l'assurance-emploi* ou aux procédures administratives. Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui ont reçu des prestations d'assurance emploi du 14<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> jour de ce mois. Cette période coïncide avec la semaine de référence de l'Enquête sur la population active. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 276-0001 à 276-0006, 276-0009, 276-0011, 276-0015 et 276-0016.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2604.**

Les données de juin sur l'assurance-emploi seront diffusées le 29 août.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. □

## Statistiques sur l'assurance-emploi

	Mai 2006	Avril 2006	Mai 2005	Avril à mai 2006	Mai 2005 à mai 2006
Données désaisonnalisées					
				var. en %	
Bénéficiaires ordinaires	483 480 <sup>P</sup>	491 370 <sup>r</sup>	516 590	-1,6	-6,4
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de dollars)	606,0 <sup>P</sup>	781,2 <sup>r</sup>	714,8	-22,4	-15,2
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	220,7 <sup>P</sup>	232,0 <sup>r</sup>	238,5	-4,9	-7,5
Données non désaisonnalisées					
Ensemble des bénéficiaires (en milliers) <sup>1</sup>	690,8 <sup>P</sup>	835,0 <sup>P</sup>	745,6		
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	430,5 <sup>P</sup>	552,6 <sup>P</sup>	465,7		
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	172,1	172,4	184,8		
Montant versé (en millions de dollars)	1 096,2	1 513,2	1 297,8		
Données cumulatives (janvier à mai)					
			2006	2005	2005 à 2006
					var. en %
Demandes reçues (en milliers)			1 044,4	1 111,7	-6,1
Montant versé (en millions de dollars)			6 983,7	7 071,7	-1,2

<sup>r</sup> données révisées

<sup>P</sup> données provisoires

1. L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie). Ces bénéficiaires comprennent toutes les personnes qui ont reçu des prestations pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active qui comprend habituellement le 15<sup>e</sup> jour du mois.

## Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Mai 2006 <sup>P</sup>	Avril à mai 2006	Mai 2005 à mai 2006
Données désaisonnalisées			
		var. en %	
<b>Canada</b>	<b>483 480</b>	<b>-1,6</b>	<b>-6,4</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	36 360	-1,4	-5,1
Île-du-Prince-Édouard	8 090	3,1	-4,3
Nouvelle-Écosse	28 600	0,7	-3,5
Nouveau-Brunswick	32 280	-0,6	-6,8
Québec	171 970	-0,9	-2,3
Ontario	125 280	-2,5	-3,4
Manitoba	10 490	-3,1	-16,1
Saskatchewan	9 510	0,2	-13,9
Alberta	18 010	-0,6	-18,3
Colombie-Britannique	41 370	-1,2	-19,3
Yukon	800	8,1	-11,1
Territoires du Nord-Ouest	670	-5,6	-9,5
Nunavut	400	0,0	2,6

<sup>P</sup> données provisoires

**Note:** Le nombre de bénéficiaires comprend toutes les personnes qui ont reçu des prestations ordinaires pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active qui comprend habituellement le 15<sup>e</sup> jour du mois.



## Chargements ferroviaires

Mai 2006

Les chemins de fer canadiens ont connu la plus forte activité commerciale du mois de mai des six dernières années grâce à de solides chargements de charbon et de minerai de fer.

En mai de cette année, les chemins de fer ont mis sur rail 24,7 millions de tonnes métriques, soit une quantité légèrement supérieure aux 24,3 millions de tonnes métriques enregistrées en mai 2005, et de beaucoup supérieure aux 21,5 millions de tonnes métriques affichées en mai 1999.

Les chargements en mai ont augmenté de 3,2 % par rapport au niveau de 24,0 millions de tonnes le mois précédent, après avoir reculé de 4,4 % entre mars et avril.

À eux seuls, les chargements de charbon et de minerai de fer ont représenté juste un peu moins du quart de tous les wagons requis pour mettre sur rail la partie non intermodale des marchandises chargées en mai.

Les chargements combinés de tous les minéraux ont été à l'origine de plus du tiers de tous les chargements. Les groupes de marchandises composés de bois et de papier ont représenté 20 %, alors que le blé et les céréales ont été à l'origine de 11 %, et les combustibles liquides et les distillats, 5 %.

Au total, ces grands groupes ont représenté environ 70 % des chargements, l'autre proportion de 30 % étant composée de divers produits fabriqués.

Plus précisément, les chargements de potasse ont accusé un recul de 36 % par rapport à mai 2005, même si la potasse se situait encore dans le groupe des cinq principales marchandises. Ce chiffre représente une baisse de juste un peu plus de 6 000 wagons.

Par ailleurs, les autres produits du bois, composés principalement de contreplaqués et de divers types de panneaux fabriqués, ont enregistré une augmentation soutenue de leur part des chargements. Cette augmentation est peut-être attribuable à l'essor qu'a connu la rénovation et la construction au cours des dernières années.

Les chargements de blé ont fait un bond de 7,8 % pour s'établir à 1,9 million de tonnes. Les chargements d'automobiles et de mini-fourgonnettes ont augmenté de 13 %, portant le nombre total de wagons requis pour leur transport à juste un peu moins de 10 000.

Le trafic de type non intermodal a totalisé 22,3 millions de tonnes, en hausse de 3,3 % par rapport à avril. Les chargements de type intermodal, constitués de conteneurs et de remorques placés sur wagons plats, ont progressé de 2,2 % pour s'établir à 2,45 millions de tonnes.

Le fret en provenance des États-Unis, soit en transit pour être livré aux États-Unis ou à destination du Canada, s'est chiffré à 2,5 millions de tonnes, en hausse de 11 % par rapport à avril.

D'une année à l'autre, le tonnage non intermodal était supérieur de 1,5 % à celui enregistré en mai 2005. Les chargements de type intermodal ont augmenté de 2,5 %, alors que le trafic en provenance des États-Unis est demeuré à peu près inchangé.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 404-0002.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2732.**

Le numéro de mai 2006 de *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 83, n° 5 (52-001-XIF, gratuit) est maintenant accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de la diffusion en composant sans frais le 1 866 500-8400 ([statistiquesdutransport@statcan.ca](mailto:statistiquesdutransport@statcan.ca)), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0009. ■

## Base de données et modèle de simulation de politiques sociales

Version 14.1

Le produit *Base de données et modèle de simulation de politiques sociales* (BD/MSPS), version 14.1, fondée sur les microdonnées de 2002, est maintenant disponible. La nouvelle version de la BD/MSPS peut être utilisée pour étudier l'incidence des changements aux programmes fédéraux et provinciaux d'impositions et de prestations sur les familles et les gouvernements pour la période allant de 1991 à 2010.

La BD/MSPS est un modèle de microsimulation statique. Elle est formée d'une base de données, d'une série d'algorithmes et de modèles relatifs aux impôts et aux transferts, d'un logiciel d'analyse et de la documentation de l'utilisateur. La BD/MSPS existe depuis 1985 en produit hors série. Elle est largement utilisée par les analystes de politique au Canada, qui étudient à peu près tous les changements du système d'imposition et de transferts depuis ce temps.

La BD/MSPS est un outil conçu pour l'analyse des interactions financières entre les administrations et les particuliers/familles au Canada. Elle permet de calculer les effets estimatifs de redistribution du revenu ou les incidences-coûts des changements au régime d'imposition des particuliers (incluant la Taxe des produits et services ainsi que les autres taxes à

la consommation) et de transferts aux particuliers. La BD/MSPS aide les chercheurs à analyser les retombées éventuelles des changements au niveau des impôts, des gains, des tendances démographiques et d'une foule d'autres facteurs.

La BD/MSPS nous permet de répondre à des questions de type «scénario», telles que : Qu'arriverait-il s'il y avait un changement dans les impôts que les Canadiens ont versés ou dans les transferts qu'ils ont reçus? Qui serait gagnant et qui serait perdant? Les ménages monoparentaux d'une province donnée se tireraient-ils mieux d'affaire? Dans quelle mesure? Combien d'argent supplémentaire l'administration publique fédérale ou les provinces toucheraient-ils ou déboursaient-ils?

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3889.**

Le produit *Base de données et modèle de simulation de politiques sociales*, version 14.1 (89F0002XCB, prix variés) est maintenant en vente sur CD-ROM. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander cette version du produit ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Chantal Hicks au (613) 951-5311 ([bdmmps@statcan.ca](mailto:bdmmps@statcan.ca)), Division de l'analyse socioéconomique et de la modélisation. ■

---

## Nouveaux produits

---

**Chargements ferroviaires mensuels**, mai 2006,  
vol. 83, n° 5  
**Numéro au catalogue : 52-001-XIF**  
(gratuit).

**Radiodiffusion et télécommunications**, vol. 36, n° 1  
**Numéro au catalogue : 56-001-XIF**  
(gratuit).

**Commerce de détail**, mai 2006, vol. 78, n° 5  
**Numéro au catalogue : 63-005-XIF**  
(gratuit).

**Arts de la scène : tableaux de données**, 2005  
**Numéro au catalogue : 87F0003XIF**  
(gratuit).

**Base de données et modèle de simulation  
de politique sociale**  
**Numéro au catalogue : 89F0002XCB**  
(prix variés).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent  
pas les taxes de vente. Des frais de livraison  
supplémentaires s'appliquent aux envois à  
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,  
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte  
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB  
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version  
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version  
électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base  
de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,  
composez le : **1 877 287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître  
l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez  
inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la  
TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web  
de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-00000001



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30

---

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

---



**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les équipements à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

---

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

---



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.